

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS GUIPAL

Route de Camarès
12360 Brusque

Références : 12-CARMIN-2024-03
Code AIOT : 0006802483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement SAS GUIPAL implanté Saint Martin 12360 Brusque. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GUIPAL
- Saint Martin 12360 Brusque
- Code AIOT : 0006802483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Saint Martin " commune de Brusque, est autorisée par arrêté préfectoral 2021-03-05-007 en date du 03 mars 2021, pour une production moyenne annuelle de 120 000 t/an et maximale annuelle de 150 000 t/an sur une durée de 30 ans au bénéfice de SAS GUIPAL.

Seule l'installation de traitement était en activité le jour de la visite d'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux de ruissellement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.9	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 7.1.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'Etablissement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.1.2.3	Sans objet
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.2.1	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.3	Sans objet
6	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 3.3.2	Sans objet
7	Mesures de suivi faune	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 9.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de "non conformités majeures". Depuis l'autorisation de renouvellement intervenue en 2021, les améliorations relatives aux aménagement préliminaires sont notables. Tant sur le plan de la rationalisation des espaces intra-site, que sur les ouvrages

destinés à la collecte des eaux pluviales, le suivi des espèces protégées, et la mise en place de registres (entretien des bassins, consommation d'eau...).

Quelques corrections sont encore à venir, notamment sur le bassin de rétention n°5 situé en aval du site, de l'autre côté de la RD 12, qui nécessite un curage à chaque gros épisode pluvieux, et l'installation d'un pédiluve afin d'éviter les dépôts de boues sur la voie publique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'Etablissement